

Et si nous perdions notre vie à la gagner ?

Nous avons déjà eu l'occasion « aux Réseaux citoyens » d'interroger la « valeur travail » et avons été amené à la séparer de « l'emploi ». Nous cherchons aussi à savoir si le travail est bien l'Activité Fondamentale pour chaque personne et pour la construction d'une société que nous espérons solidaire.

Avec Bernard Friot, nous avons examiné si nous pouvions redevenir les maîtres de cette valeur d'échange, créatrice de monnaie qu'est le travail, en faisant « advenir le salariat », c'est à dire un droit universel attaché à une qualification : ce n'est pas remettre en cause le travail comme activité centrale mais le distinguer de son usage « capitalistique » qui réduit le travail à l'emploi et les qualifications à l'« employabilité ».

Nous avons apprécié les armes que nous donnent cette analyse pour les temps présents contre les discours des « réformistes ». Rappeler le caractère subversif d'institutions comme les retraites, la fonction publique, c'est en même temps ouvrir le possible révolutionnaire de nouvelles institutions à inventer.

D'autres interrogations restent en suspens . Quelle production faudrait-il décider collectivement, quelle démocratie sociale ? Quel rôle de l'Etat ?

Une toute autre approche est celle qui consiste à penser d'abord la société hors de la sphère de la production et des échanges par le travail.

Baptiste Mylondo travaille depuis des années à cette question.

Il a publié aux Editions Utopia **Un revenu universel pour tous, Précis d'Utopie Réaliste** (5 euros)

L'idée d'un revenu universel ouvre la perspective d'une société où ne domine plus la « valeur travail » et où la citoyenneté n'est pas non plus déterminée par la sphère de la production et des échanges économiques. Le travail est dans la tradition de l'économie politique et pour l'orthodoxie marxiste créateur de valeur et de lien social. Il inscrit aussi l'individu dans des rapports d'aliénation et d'exploitation, voire exclut bon nombre de citoyens. Adam Smith faisait du travail la source de toutes richesses (celles des nations) et opposait aussi de ce fait l'indigent, débiteur de la société et de la charité publique, au travailleur. John Locke légitimait le « droit de propriété » c'est à dire celui de s'approprier les choses communes à tous par le travail car le travail ajoute dans les œuvres notre personne (dont seul nous pouvons disposer) et nous en rend ainsi propriétaire. Locke reconnaissait lui-même les limites d'un développement infini de ce droit de propriété et instaurait une clause, stipulant qu'il faudrait bien laisser de quoi vivre à ceux qui ne pourraient accéder à la propriété (l'ancêtre du minima social). Mais ils devront aussi vendre leur force de travail. L'histoire comme lutte des classes avec comme horizon l'abolition de la propriété privée et une société de libres associés est le développement des forces productives et des rapports de productions qui redéfinissent dans les périodes de l'histoire les rapports sociaux inégalitaires. Marx envisageait bien un « domaine de la liberté » mais le chemin serait long.

Un revenu inconditionnel versé à tous inconditionnellement pourrait-il permettre de se libérer de l'aliénation à l'emploi, au travail « forcé »? Et pourquoi pas au travail « socialisé » (même s'il donne le salaire à vie comme pour Bernard Friot) laissant le champ libre à chacun de définir ses activités selon ses besoins ?

Dès lors que la satisfaction de nos besoins ne serait pas dépendante du système d'échange marchand qui conduit actuellement à exclure des milliers de personnes du marché du

travail et dans un même temps leur donne à peine les moyens de survivre, **ne pourrait-on penser à une société éradiquant la pauvreté, garantissant à tous l'accès aux biens fondamentaux et culturels ?**

Ce n'est pas là sa seule vertu pour Baptiste Milondo qui y voit aussi la figure d'une nouvelle société, où chacun apprendrait « un peu plus à donner »*, c'est à dire recevoir sans contrepartie et où tous pourraient mener librement des activités pour choisir l'existence qu'ils souhaitent.

La question d'un revenu pour tous inconditionnel nous place au cœur d'une réflexion sur la « **justice sociale** ». Par justice sociale, nous entendons ce qui répare les inégalités de conditions et l'arbitraire. Mais La justice sociale n'est peut-être pas exactement l'égalité du DROIT et du CONTRAT. Elle laisse aussi la part à **l'équité**, ce qui rend à chacun ce qui lui est dû. Il n'y a rien de plus injuste que de traiter de façon égale des choses inégales, pour Aristote, qui établissait une distinction féconde entre justice distributive et justice corrective.

Difficile enjeu alors de définir **un revenu pour tous mais versé inconditionnellement et à titre individuel** et non attaché à la valeur sociale du travail ou à une aide sociale organisée par l'Etat !

1) Le revenu pour tous : inconditionnel , versé à titre individuel, identique pour tous, est-ce mieux que le revenu du travail ?

Ce serait une allocation de base, forfaitaire, versée à tous les citoyens sans contrepartie, versée de la naissance à la mort, cumulable avec tout autre revenu, salaire, patrimoine.

Dans quels objectifs ?

Ce revenu pourrait selon notre auteur **éradiquer la pauvreté, supprimer le chômage, réduire les inégalités, émanciper l'individu** : de tels objectifs sont ceux aussi des partisans de la valeur travail. (j'entends marxistes). C'est le développement des forces productives et des rapports de production qui fait l'histoire des sociétés. **En quoi un tel revenu serait-il plus efficace et plus juste ?**

Un tel revenu serait en outre inconditionnel parce que versé au seul titre de la participation de tous à la création de richesse sociale. Comment justifier une telle confiance en cette libre disposition **de l'individu** à la création **de la richesse sociale** ?

Mais est-ce le citoyen qui doit être le débiteur de la société ou faut-il envisager un « renversement de la dette »?

10 raisons de militer pour ce revenu

- 1- Reconnaître un authentique droit au revenu
- 2 - Garantir à tous un niveau de vie décent
- 3 - Faire disparaître la stigmatisation des pauvres
- 4 - Supprimer le chômage comme problème économique
- 5 - Réfuter le chômage comme problème social
- 6 - Adopter une échelle de salaire plus juste
- 7 - Réduire les inégalités de revenu
- 8 - Favoriser l'égalité des chances
- 9 - Favoriser l'autonomie sociale et financière des individus
- 10 - Lutter contre l'aliénation au travail et à la consommation

10 caractéristiques du revenu universel

- 1 - Revenu en espèces et non en nature
- 2 - versé à chaque citoyen
- 3 - versé sans condition (de ressources, d'activité, d'inactivité, etc)
- 4 - Versé sans contrepartie(recherche d'emploi, travail d'intérêt général
- 5 - Cumulable avec les autres revenus
- 6 - Versé à titre individuel (et non à l'ensemble du foyer en la personne du chef de famille
- 7 - Versé tout au long de la vie
- 8 - Montant forfaitaire (avec toutefois une distinction entre personnes mineures et majeures
- 9 - Montant suffisant (permettant de se passer de l'emploi)
- 10 - Versement mensuel

2) Irréaliste, le revenu inconditionnel ?

il l'apparaît déjà à cause de la méconnaissance de ce sujet dans la population française. Toutefois cette idée a été débattue et défendue par de prestigieux économistes de tous bords et prix Nobel (Tobin, Milton Friedman, Galbraith..) sous des noms divers (revenu citoyen, dividende universel, revenu universel d'existence) et a aussi donné lieu à des expérimentations comme sous l'administration Nixon qui avait le projet d'un impôt négatif et plus encore aujourd'hui. Certains pays ont avancé bien plus que nous sur le débat sur une telle proposition (Pays bas, Belgique, Espagne). Le Brésil en a voté la mise en place en 2004.

Enfin un pays a mis en place le revenu universel, l'Alaska

3) Faux amis » c'est à dire « vrais libéraux » : sachons les reconnaître sous leurs oripeaux charitables

Il y a un revenu universel **de droite**. Son objectif ? **libéraliser le marché du travail**.

- FRIEDMAN prônait l'instauration d'un impôt négatif assorti de la suppression des aides sociales et d'une déréglementation du travail. Cet impôt négatif pouvant venir compléter les bas salaires.

- En France, BOUTIN propose un dividende universel, d'un montant de 300 euros, - Alternatives libérales la création d'un revenu d'existence de 500 euros par adulte et par mineur mais assortie de la suppression des allocations, des mécanismes de redistributions, de la suppression du Smic contre un salaire minimum négocié dans l'entreprise.

4) Le financement d'un revenu universel

Comment trouver 470 milliards d'euros ?

Le revenu inconditionnel doit être aussi élevé que possible, suffisant, versé à tous toute la vie

Quelles solutions ?

On pourrait envisager le transfert d'une partie des fonds alloués à la protection sociale, en supprimant certaines allocations (RSA ...), la réaffectation d'une part du budget de l'Etat, enfin l'instauration d'un impôt proportionnel.

Coût annuel 470 milliards d'Euros

<u>Autofinancement</u>	<u>Réforme fiscale</u>
<p>Transfert de la protection sociale : 70 milliards d'euros</p> <p>L'ensemble des prestations non contributives auxquelles le revenu inconditionnel viendrait se substituer et avantageusement pourraient être supprimées et leur budget alloué aux financements du revenu inconditionnel.</p> <p>Parmi elles on peut notamment citer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les allocations familiales - Les aides aux logements - Les minima sociaux (sauf AAH) <p><u>Transfert du budget de l'Etat : 50 milliards d'euros</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Transfert du budget alloué aux emplois aidés et aux exonérations de cotisations sociales et patronales - Aux exonérations fiscales et primes pour l'emploi <p style="text-align: center;">120 milliards</p>	<p>Harmonisation et hausse de 35 points du taux de la cotisation sociale généralisée (csg) pour atteindre un taux d'imposition d'environ 47% (CSG-CRDS) sur l'ensemble des revenus (salaires, pensions, retraites, allocations chômage, revenus du capital, du patrimoine etc)</p> <p>Le financement du revenu inconditionnel reposerait alors pour partie sur un impôt proportionnel (à taux fixe) portant sur l'ensemble des revenus (hors revenu inconditionnel) dès le premier euro perçu. Toutefois grâce au versement d'un revenu inconditionnel non imposable, cet impôt proportionnel se traduirait dans les faits par un impôt progressif : son taux augmenterait avec les revenus. On peut en outre coupler cet impôt proportionnel à un abaissement du seuil de l'impôt sur la fortune ISF ou à l'instauration d'un revenu maximum autorisé (RMA) pour accentuer son caractère redistributif.</p> <p>Exemple : Je perçois un revenu inconditionnel de 750 Euros. Si je dispose par ailleurs d'un salaire mensuel de 1000 Euros, j'en reverserai 47% au titre de la CSG majorée (470 Euros) plus environ 4,4 % au titre de l'impôt sur le revenu (qu'il serait d'ailleurs plus judicieux de fusionner avec la CSG) soit 44 Euros</p> <p>Mon revenu disponible sera alors de 1236 Euros contre 853 Euros aujourd'hui – avec un taux d'imposition négatif de 23 % - contre un taux positif de 14% aujourd'hui.</p> <p>Suivant le même calcul, si mes revenus mensuels (hors RI) s'élèvent à 2000 euros, le taux d'imposition sur mes revenus sera de 18% pour un revenu disponible de 1640 Euros, contre 18,7 % et 1625 Euros aujourd'hui.</p> <p style="text-align: center;">350 milliards d'euros</p>

5) Le revenu pour tous ... et la gauche ?

Faut-il travailler moins pour travailler tous ou travailler tous pour travailler moins ? Droit au travail ou liberté de travailler ?

Le livre de Baptiste Mylondo se présente comme réponse à de multiples objections : qui posent par exemple le caractère inapplicable du revenu **pour tous** (ne faudrait-il pas seulement le réserver aux plus indigents ?), son financement surtout (estimé à 470 milliards d'euros), son caractère immoral (il démotiverait de travailler et renfermerait sur la sphère de l'individualisme, priverait le chômeur de toute perspective du plein emploi et d'épanouissement par le travail.)

Mais c'est au sein de la gauche elle-même que se font les critiques les plus intéressantes et c'est l'orientation même d'un combat de gauche pour une société alternative... qui s'y débat.

La majorité des partis et mouvements de gauche sont encore attachés pour notre auteur à la valeur **sacrée** du travail, à son caractère d'intégration sociale, elles en font le seul mode de répartition des richesses, la source exclusive des revenus.

La lutte contre le capitalisme passerait alors par l'exigence d'un partage des richesses et d'une réduction du temps de travail, la réorganisation des conditions de travail par les travailleurs, avec leur contrôle sur les entreprises, l'abolition de certaines formes de propriété restant d'actualité.

Mais - c'est l'interrogation provocatrice de Baptiste Mylondo - une société égalitaire doit-elle reposer sur le « partage du travail » ? N'est-ce pas un frein à un projet plus radical de « transformation sociale » qui devrait davantage lutter pour libérer les hommes du travail ? Les mouvements et les luttes dans la défense du droit du travail » ne sont-ils pas des capitulations ?

Le droit au travail n'est-il pas au fond constitutif de l'esprit du capitalisme ? Le droit du travail n'est-il est le droit à la misère (Lafargue, parlant de « capitulation du prolétariat). Le droit au travail n'est en tous cas pour l'heure qu'un « droit-créance » traduit par une obligation de l'Etat à donner un emploi au citoyen mais se heurtant au faits (le chômage, le marché), droit formel, vide de justice. Avec un revenu garanti ne deviendrait-il pas un « droit liberté », droit donné aussi à tout citoyen de définir les activités socialement utiles ?

6) Questions et objections.

N'est-ce pas le travail qui crée la richesse et donc le revenu ?

Comment redistribuer un revenu indépendamment de la participation à sa création ?

N'y aurait-il pas tout de même deux statuts dans la société entre ceux qui auraient un revenu et ceux qui auraient aussi un emploi et n'est-ce pas tout de même sur eux que reposeraient tous les efforts ?

Quel travail ou/et « libre activité » ferions nous si nous avons un revenu inconditionnel assuré ? (qu'est-ce qui nous motiverait à travailler ? N'est-il pas naïf de dire que toutes les activités se valent et participent de la richesse et de l'utilité sociale ? Les « libres activités ne seraient-elles pas de simples « occupations ludiques, associatives, bénévoles » (Harribey) limitées aux individus à qui elles plaisent ? Qui s'emploierait aux tâches ingrates ?

Comment ces activités pourraient-elle suffire au bien être de la totalité des membres de la société ?

En quoi un tel revenu serait-il apte à révolutionner la société actuelle ? En quoi les riches ne seraient-ils donc pas tentés de s'enrichir encore et de dilapider les ressources ?

